



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

PREFECTURE
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques
et des installations classées
AR

ARRÊTÉ
du **12 SEP. 2019**

**portant mise en demeure à la société TEGRAL
de se mettre en conformité avec les prescriptions
de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 et de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994
en matière de plan de gestion des déchets inertes d'extraction
pour son site de carrière de Baldersheim et Battenheim**

Le Préfet du Haut-Rhin
*Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le code de l'environnement et notamment son article L.171-8-I,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif à l'exploitation de carrière,
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007, complété le 22 avril 2013, autorisant la société Tegral à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires et des installations de traitement des matériaux sur le territoire des communes de Baldersheim et Battenheim,
- VU** les constats effectués lors de la visite d'inspection du site le 2 juillet 2019,
- VU** le rapport du 28 août 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que :

- l'exploitation du site n'est pas menée dans le respect du phasage d'exploitation prévu au dossier de demande d'autorisation d'exploiter complété (exploitation encore menée sur les terrains de la phase quinquennale n° 2 [9 janvier 2012 – 9 janvier 2017] et présentant un retard estimé à 3,5 ans),
- la remise en état de la carrière n'est pas réalisée selon le phasage prévu au dossier de demande d'autorisation d'exploiter complété (tous les terrains de la banquette et du talus au Nord-Est de la carrière, sur la commune de Battenheim, auraient dû être remis en état au plus tard le 9 janvier 2017 et ne sont pas remis en état),
- les installations de traitement des eaux de lavage de matériaux ainsi que le point de rejet de ces eaux ne correspondent pas à ce qui est décrit au dossier de demande d'autorisation d'exploiter,

ce qui constitue un non-respect de la méthode d'exploitation et de remise en état défini au dossier de demande d'autorisation d'exploiter et en conséquence une non-conformité à l'article 4 de l'arrêté du 9 janvier 2007 susvisé,

CONSIDÉRANT que des modifications d'exploitation liées à la diminution de l'activité depuis quelques années entraînant un retard dans le phasage d'exploitation, le non-achèvement des travaux de remise en état de l'angle et de la bordure Nord-Est de la carrière (banquette et talus), la modification des installations de traitement des eaux de lavage de matériaux et de leur point de rejet, n'ont pas été portées à la connaissance du préfet ce qui constitue une non-conformité à l'article 7 de l'arrêté du 9 janvier 2007 susvisé,

CONSIDÉRANT que le contenu du plan d'exploitation mis à jour en janvier 2019 n'est pas réglementaire (il manque notamment les limites de sécurité : distance de recul de 10 m, etc..., les installations de traitement des eaux de lavage de matériaux, les canalisations et chenal de circulation des eaux de lavage de matériaux, l'emplacement exact du bornage, les limites des phases d'exploitation, les limites des phases de remise en état, ...), ce qui constitue une non-conformité à l'article 17 de l'arrêté du 9 janvier 2007 susvisé,

CONSIDÉRANT que la qualité des eaux de lavage de matériaux décantées rejetées dans la partie en eau de la carrière (contrôle du 27 mai 2019) ne respecte pas la valeur limite réglementaire en matières en suspensions totales (MEST), ce qui constitue une non-conformité à l'article 23-1 de l'arrêté du 9 janvier 2007 susvisé,

CONSIDÉRANT que diverses mesures de remise en état qui devaient être réalisées dans le secteur Nord-Est de la carrière n'ont pas été réalisées ou sont endommagées (secteur du talus Nord dédié à la falaise aux hirondelles de rivage endommagé du fait du ruissellement/ravinage par des eaux pluviales, angle Nord-Est de la carrière à la cote du terrain naturel non remis en état, banquettes et talus Nord-Est non remis en état pour la partie à sec), ce qui constitue une non-conformité à l'article 30 de l'arrêté du 9 janvier 2007 susvisé,

CONSIDÉRANT que pour l'actuelle phase d'exploitation [9 janvier 2017 – 9 janvier 2022], le préfet détient un acte de cautionnement de garanties financières de remise en état de la carrière de 100 839 euros alors que compte tenu de l'état de la carrière résultant de la modification des conditions d'exploiter et de remise en état le montant est estimé à 143 594 euros, et l'exploitant n'a pas pris l'initiative d'adresser au préfet un acte de cautionnement d'un montant satisfaisant, ce qui constitue une non-conformité à l'article 31-5 de l'arrêté du 9 janvier 2007 susvisé,

CONSIDÉRANT que l'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets d'extraction qui a été établi en 2012 et non actualisé au bout de cinq ans et qui ne présente pas les éléments réglementaires, ce qui constitue une non-conformité à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. (...).* »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1er : La société Tegral, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est Route de Bantzenheim – BP 10063 – 68392 BALDERSHEIM Cedex, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 4, 7, 12, 17, 23-1, 30 et 31-5 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 complété susvisé et l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé pour sa carrière de Baldersheim et Battenheim, dans le respect des prescriptions qui suivent.

Article 2 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Au plus tard le 31 décembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 complété susvisé, s'agissant du phasage d'exploitation, du phasage de remise en état de la carrière et des aménagements de traitement des eaux de lavage de matériaux :

« Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les dossiers de demande de modification des conditions d'exploiter ultérieurs,

en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur. (...) ».

Article 3 : Information du préfet

Au plus tard le 31 décembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 complété susvisé, s'agissant de la modification du phasage d'exploitation et du phasage de remise en état de la carrière :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée (...) à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. ».

Article 4 : Banquette périphérique

Au plus tard le 30 juin 2020, et conformément aux prescriptions de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 complété susvisé, s'agissant du rétablissement/reconstitution de la banquette périphérique et de son talus de raccordement en partie Nord-Est de la carrière sur la commune de Battenheim :

« Les bords de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé (...), ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. ».

Article 5 : Plan d'exploitation et contenu

Au plus tard le 31 janvier 2020, et conformément aux prescriptions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 complété susvisé, s'agissant du contenu du plan d'exploitation de la carrière et des profils à réaliser :

« Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation (carrière et installation de 1^{er} traitement), ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (*équidistantes, tous les mètres d'altitude*) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau (*équidistantes, tous les 5 m de profondeur*),
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site (installation de 1^{er} traitement, stocks, bassins de décantation/infiltration, chenal d'évacuation des eaux de surverse de ces bassins,...) et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture et des barrières d'accès,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau et celles remises en état,

- les voies d'accès et chemins menant à la carrière et aux installations de traitement,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. ».

Article 6 : Rejet des eaux de procédé

Au plus tard le 31 janvier 2020, et conformément aux prescriptions de l'article 23-1 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 complété susvisé, s'agissant de la qualité des rejets d'eaux de lavage de matériaux, dans la partie en eau de la carrière, après traitement dans les bassins de décantation, et notamment pour les MEST :

« (...) La surverse de ces bassins dans le plan d'eau de la carrière est autorisée sous réserve que les eaux rejetées au plan d'eau respectent, à leur rejet, les valeurs limites suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30°C,
- MEST mesurées sur l'effluent non décanté : inférieures à 30 mg/l,
- hydrocarbures totaux : inférieurs à 5 mg/l. ».

Article 7 : Mesures de remise en état

- Au plus tard le 31 décembre 2019 pour les aménagements sur le talus Nord (falaise à hirondelle), l'angle Nord-Est et la partie de banquettes Nord-Est réglementaire et son talus de raccordement,
- Au plus tard le 30 juin 2020 pour les aménagements à réaliser sur la partie de banquettes Nord-Est à reconstituer,

et conformément aux prescriptions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 complété susvisé, s'agissant des mesures de remise en état de la carrière et plus particulièrement en ce qui concerne le secteur Nord-Est de la carrière **conformément au plan de remise en état** :

« L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation. Cette remise en état doit être accomplie selon (...) les modalités définies dans la demande d'autorisation d'exploiter et les demandes de modifications ultérieures autorisées et conformément au(x) plan(s) joints à l'arrêté d'autorisation d'exploiter ou aux arrêtés des prescriptions complémentaires ultérieurs.

(...)

Sans préjudice des dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état est conduite dans le respect des prescriptions suivantes :

- (...),
- les plantations terrestres et aquatiques sont réalisées comme prévu dans le document d'impact,
- le recouvrement des banquettes, de leur accès et si possible du front de taille se fait en deux phases successives (terres de découverte, puis horizons humifères),
- les surfaces sur lesquelles les horizons humifères ont été remis en place ne doivent plus être parcourues par les engins de chantier,
- les plantations prévues dans le document d'impact sont réalisées.

La remise en état consiste en la création d'un plan à vocation écologique :

1) (...).

2) aménagements écologiques du talus Nord

L'aménagement du talus Nord-Est consiste à la création d'une falaise à hirondelles et d'aménagements pour crapauds.

3) revégétalisation du site :

- sur le front Est : plantations denses de type forestier près de la forêt de la Harth. Ces plantations couvriront une superficie de 1 ha environ et seront disposées en trois endroits (à l'angle Nord Est, au centre et à l'angle Sud Est),
- (...),

4) ensemencement :

Les secteurs non boisés du talus Est seront ensemencés pour obtenir un couvert herbacé fixant la terre déversée sur les pentes soit une surface à couvrir de 1,7 ha (espèces locales). Les ensemencements se feront à base d'un mélange d'espèces prairiales contenant en particulier des graminées et des légumineuses. Cette opération se fera au fur et à mesure des travaux de régalage de la terre sur les fronts Est qui ne seront plus exploités. Le front sud entièrement recolonisé par une végétation spontanée sera laissé en état.

(...). »

Article 8 : Garanties financières de remise en état

Dans un délai de 15 jours, et conformément aux prescriptions de l'article 31-5 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 complété susvisé, s'agissant du montant des garanties financières de remise en état pour la phase [9 janvier 2017 – 9 janvier 2022] estimé à 143 594 euros :

« (...) L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières. ».

Article 9 : Plan de gestion des déchets d'extraction de carrière

Au plus tard le 31 décembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation de carrière, s'agissant du Plan de gestion des déchets inertes d'extraction :

« L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan (...) a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. ».

Article 10 : En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société Tegral.

Fait à COLMAR, le **12 SEP. 2019**
Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MARX

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.